



POLE RECHERCHES ET PUBLICATIONS

Sommet Corée du Sud – Afrique du 04 au 05 Juin 2024 : Quelles leçons tirées ?

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire, HEC PARIS EM 22,
Directeur du séminaire de Géopolitique Africaine, Catholic Institute of Paris

Président du Think Tank CEIDES

&

Cyril ESSISSIMA, Journaliste

Publié dans *Mutations* du mardi 11/06/2024

Juin 2024

1- Le premier Sommet Corée du Sud – Afrique vient de se tenir à Séoul, sur le thème : « L’avenir que nous construisons ensemble : croissance partagée, durabilité et solidarité ». Comment comprendre cet intérêt de la Corée du Sud pour l’Afrique ?

La Corée du Sud a accueilli pour la première fois de son histoire les représentants de 48 pays africains, dont 25 chefs d'Etat au sommet Corée-Afrique, qui s'est tenu les 4 et 5 juin à Ilsan et à Séoul. Ce grand moment de concertation inédit à plus d'un titre, a permis à cette république de raviver la flamme de liens d'amitié très anciens et singuliers avec l'Afrique. Je tiens à rappeler que depuis les années 1950, plusieurs Etats africains ont fait preuve d'une sollicitude particulière à l'égard de la Corée du Sud à un moment où elle était confrontée à de grandes difficultés. Depuis lors, les rapports diplomatiques, ainsi que les échanges commerciaux, économiques et culturels entre la Corée du Sud et l'Afrique n'ont cessé de croître. En 2005, la Corée du Sud devient un pays observateur auprès de l'UA. Dès 2006, en s'appuyant sur « l'Initiative de la Corée pour le Développement de l'Afrique », la Corée du Sud s'organise pour partager ses expériences en matière de développement avec l'Afrique. Durant cette même période, de nouveaux cadres de discussion voient le jour, il s'agit de la Conférence ministérielle de la Coopération économique entre la Corée et l'Afrique (KOAFEC) ainsi que du Forum Corée-Afrique (KOAF). Les pays africains sont globalement satisfaits de ces évolutions. Ils sont davantage sensibles à l'approche pondérée de la Corée du Sud dans ses relations bilatérales, et à l'idée de s'inspirer de sa croissance économique sans précédent, connue sous le nom de « Miracle du fleuve Han », afin de passer comme elle de pays bénéficiaire de l'aide internationale à un pays donateur, ayant une forte influence sur la croissance mondiale. Comme on peut donc le constater il existe des intérêts réciproques. Spécifiquement pour la Corée du Sud, il est question de s'appuyer sur le dynamisme généralisé de l'Afrique pour soutenir sa croissance. En effet, la Corée du Sud est une puissance manufacturière de haute technologie, l'un des leaders mondiaux dans la fabrication des semi-conducteurs, des puces et de l'intelligence artificielle. Il est donc indispensable pour elle de resserrer sa collaboration avec le continent pour avoir un accès privilégié à ses diverses ressources naturelles dont celles minérales (30% des réserves de la planète), à l'instar du cobalt, du nickel, du platine, du chrome ou encore du manganèse, qui se trouvent être essentiels pour ses industries. En plus de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, la Corée du Sud entend également nouer plus de partenariats dans les domaines tels que le commerce, l'investissement, les infrastructures, l'énergie, la défense, l'e-gouvernement, ainsi que les technologies de l'information et du numérique. Cela devrait lui permettre de continuer à faire évoluer le flux de ses échanges avec l'Afrique, ceci d'autant plus qu'elle se montre très intéressée par les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Selon le Korean international Trade Association, en 2022, le volume annuel de ses échanges commerciaux avec le continent s'élevait à 20,25 milliards de dollars contre 890 millions en 1988. Tandis que le montant annuel de ses investissements se situait à 700 millions de dollars en 2019 contre 63 millions en 1988. Grâce à la signature de quarante-sept accords avec 23 pays africains lors du sommet de Séoul, on peut s'attendre à des améliorations de ces données, surtout dans la mesure où la Corée du Sud s'est engagée à fournir 14 milliards de dollars de financements à l'exportation pour aider les entreprises coréennes à développer leurs échanges commerciaux et leurs investissements sur le continent.

2- Cette rencontre s'ajoute à plusieurs autres rendez-vous du même type : France – Afrique, Chine-Afrique, Russie- Afrique, Etats-Unis- Afrique, etc. Est-ce à dire que le continent africain sera le prochain terrain de compétition des grandes puissances ?

Une analyse rétrospective de l'Afrique rappelle opportunément que le continent a toujours été au cœur d'une vive concurrence entre les puissances. Que l'on se situe à l'époque des initiatives exploratoires de découverte ou des malheureuses campagnes de colonisation, les séquelles de ses premiers contacts avec les puissances étrangères ont eu pour effet de classer arbitrairement l'Afrique comme un espace de captation de ressources et donc objet de convoitises. De nos jours, il me semble que ce n'est qu'aux yeux de quelques acteurs mal renseignés que l'Afrique est restée une simple pourvoyeuse de ressources extractives, dans la réalité les enjeux autour du continent touchent désormais tous les domaines ou secteurs d'activité. Considérée comme la dernière frontière de la croissance, l'Afrique est le théâtre d'affrontements assumés ou non entre ses partenaires dits historiques, c'est-à-dire les anciennes puissances tutélaires, les superpuissances et les puissances émergentes, aussi bien sur les plans politiques, économiques qu'idéologiques. Les exemples les plus illustratifs de cet état de chose sont donnés par la multiplication des foras impliquant des puissances étrangères et l'Afrique, de même que par les conséquences sur l'Afrique de la rivalité sino-américaine à l'échelle du globe, ainsi que par le (re)positionnement de certaines puissances comme la Chine, la Russie, l'Inde, l'Espagne suite à la perte d'influence de pays autrefois mieux implantés à l'instar de la France. Je dois d'ailleurs souligner qu'à côté du consensus largement partagé qui fait de l'Afrique le « continent d'avenir », appelé à tirer la croissance économique mondiale, la conjoncture internationale et la percée de nouveaux acteurs (Chine, Inde, Corée, Turquie, Brésil, Malaisie etc.) sur le sol africain ont eu pour effets d'aggraver la compétition que ces partenaires étatiques se livrent. Cependant, il convient de souligner que bien que conscients de cette situation, les Etats africains ne restent pas passifs. Ils arrivent au gré des possibilités à adopter individuellement ou collectivement des stratégies qui les permettent de défendre leurs intérêts, de réduire leur dépendance vis-à-vis de certains partenaires en les diversifiant, et de tirer le plus grand profit des nouvelles reconfigurations des rapports de force et de développement, tant il est avéré que la compétition qui fait rage à lieu aussi bien dans les corridors économiques et commerciaux, que dans les instances multilatérales.

3- En dehors de ses matières premières, que propose l'Afrique à ceux qui la convoite et surtout que gagne-t-elle ?

L'Afrique est l'un des maillons parmi les plus importants de ce qu'il est permis de considérer comme le « Sud global ». Il n'est absolument plus possible de construire un présent viable et d'envisager un avenir radieux pour tous sans une contribution active du continent. Je ne pense pas qu'il soit redondant de dire que l'Afrique s'impose progressivement comme la pierre angulaire de la géostratégie globale, en raison surtout de son potentiel économique et de son poids politico-diplomatique. Le sursaut d'intérêt des grandes puissances et des firmes multinationales pour l'Afrique a été relancé au début des années 2000 à la faveur des notes prospectives contenues dans les rapports des grandes firmes de conseil telles que McKinsey, Boston Consulting Group, Ernst and Young, Deloitte ou encore Havas Horizon. Depuis cette

époque, l'Afrique a régulièrement affiché un taux de croissance moyen de près de 4 % chaque année. La croissance démographique continentale qui influence le marché de la consommation retient aussi l'attention. Sur une population mondiale estimée à environ 7,7 milliards d'habitants en 2019 (prévisions de 9,7 milliards d'habitants en 2050), le continent africain fournit à lui seul environ 1,3 milliards d'habitants (2,5 milliards probablement en 2050). En Afrique subsaharienne par exemple, 62% de la population a moins de 25 ans. De plus, l'on estime qu'en 2050, parmi les neufs pays qui devraient concentrer plus de la moitié de la croissance démographique, cinq pays africains sont répertoriés : le Nigéria, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte. Le dividende démographique issu de ces évolutions devrait en principe alimenter la croissance et positionner l'Afrique comme un enjeu géopolitique central sur la scène internationale. De plus, la mise en place d'une nouvelle Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) vise une augmentation de plus de 50 % du commerce intra-africain et ambitionne la fusion de plus de 1,2 milliard de consommateurs, avec une valeur ajoutée économique de plus de 2.500 milliards de dollars. Vous conviendrez avec moi qu'il s'agit là d'atouts indéniables qui ne sauraient laisser indifférent les grandes puissances et leurs entreprises. A ce jour, l'Afrique est perçue comme un bon risque en matière d'investissements internationaux. A preuve, les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), font état de ce que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrant en Afrique ont été multipliés par cinq entre 2000 et 2017, passant d'un montant annuel de 9,2 milliards de dollars à près de 42 milliards (sur un volume mondial de 1 400 milliards), soit la croissance la plus rapide dans le monde malgré un ralentissement en 2015. Il faut également signaler que les puissances et les entreprises sont aussi intéressées par les opportunités inhérentes à la nécessaire adaptation au changement climatique et par le développement technologique de l'Afrique où le mobile banking connaît une progression record. Pour les Etats africains, les bénéfices de cette coopération internationale sont palpables. D'un point de vue économique, l'attractivité de l'Afrique s'est renforcée. En plus des IDE, les organismes autant publics que privés issus de ces puissances financent des projets et programmes dont une meilleure appropriation pourrait accélérer le développement de l'Afrique. Sous un angle politique et social, on considère sur le continent que l'intérêt des acteurs étrangers doit aussi s'inscrire dans une logique de partenariats équitables et de solidarité collective en vue de relever les défis mondiaux, notamment en apportant des réponses au changement climatique, à l'insécurité alimentaire, aux conflits, à l'instabilité des chaînes d'approvisionnement etc. Enfin, l'Afrique entend bien capitaliser tous les soutiens qui répondent à ses attentes dans le but de concrétiser la vision de l'Union africaine (UA) pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique ».

4- Ce tutorat est-il de nature à permettre aux africains de s'émanciper et de se développer véritablement par eux-mêmes ?

Permettez-moi dès l'entame de remplacer le terme « tutorat » par « coopération ». Ce dernier de mon point de vue rend plus fidèlement compte de la réalité et colle parfaitement au contexte. Cela étant dit, il est important de retenir que la coopération qu'elle soit Sud-Sud ou Nord-Sud et parfois accusée d'entretenir les déséquilibres, demeure une activité tout à fait normale d'entretien de rapports directs et privilégiés entre des Etats liés par des relations diplomatiques ou des relations d'affaires. Dans le cadre de la coopération internationale, il est de coutume bien établie que les Etats et entités qui bénéficient de plus de facilités ou moyens puissent porter assistance à d'autres moins lotis en particulier lorsque ceux-ci sont dans le

besoin. Il ne faut donc pas y voir nécessairement une forme de subordination ou de restriction des moyens d'action. D'ailleurs, un exemple parmi tant d'autres, le développement fulgurant de la Corée du Sud bats en brèche les théories selon lesquelles l'aide publique ou privée étrangère est un frein insurmontable à l'évolution des Etats. Lors d'une conférence de presse conjointe en marge du sommet de Séoul avec son homologue sud-coréen Yoon Suk-yeol, le président en exercice de l'UA et président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, n'a pas manqué de souligner que les pays africains cherchaient par leur présence à tirer les leçons de l'expérience coréenne en matière de développement des ressources humaines, d'industrialisation et de transformation numérique. Lorsqu'on garde en mémoire que par le passé la Corée du Sud était un pays extrêmement pauvre, bénéficiant de toute sorte d'assistance, comme de nombreux pays africains aujourd'hui encore, on ne peut qu'inciter ces Etats à s'approprier les éléments du parcours coréen capables de les aider à atteindre rapidement leur émergence. A titre personnel, je considère qu'exceptionnellement lorsque les circonstances l'exigent et que les risques sur le court et long terme ont été bien calculés, un Etat peut solliciter et bénéficier d'une expertise technique et des moyens financiers auprès de partenaires fiables en vue de mener à bien ses initiatives de développement. J'insiste sur la nécessité pour les Etats demandeurs d'adopter des mesures robustes afin de garantir que le choix des partenaires puisse se faire sur la base d'un maximum d'objectivité. Cela me semble être un préalable pour éviter les abus, les dérives et scandales auxquels de nombreux pays africains sont confrontés.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides